

Graves dérèglements climatiques et production agricole

FICHE **QUESTIONS SUR...** n° 12.10.Q03

Mots clés : dérèglement climatique - chute production agricole - alimentation monde - pénurie alimentaire - hausse prix

La multiplication des dérèglements climatiques risque de conduire à d'importantes baisses des productions agricoles.

Cette fiche en examine les conséquences sur les marchés alimentaires internationaux et sur l'approvisionnement des consommateurs, notamment pour les pays importateurs à faibles ressources financières.

La récente multiplication des dérèglements climatiques

Le changement climatique est un phénomène mondial, mais il ne se présente pas partout de la même manière : ainsi, l'élévation des températures semble plus marquée dans les latitudes élevées que sous l'équateur.

Le changement se manifeste aussi par des situations extrêmes et des dérèglements localisés. Les "incidents" exceptionnels ont été particulièrement nombreux en 2021 : dôme de chaleur dans la région de Vancouver au Canada, pluies diluviennes en Belgique et en Allemagne, canicule dans de nombreux pays méditerranéens, inondations catastrophiques en Chine centrale et en Inde, sécheresse en Californie et dans de nombreux états de l'Ouest américain.

Tous ces événements s'accompagnent de dommages sur les personnes et les biens ; ainsi, en 2021 : villages ravagés en Allemagne, inondations meurtrières en Chine, et feux de forêts en Californie, en Grèce et en Turquie. Bien entendu, les agriculteurs des régions concernées par ces divers phénomènes sont les premiers frappés : récoltes perdues, terres dévastées, vignes détruites, arbres fruitiers desséchés.

Néanmoins, et c'est heureux, il s'avère que, jusqu'ici, les grandes régions de production agricole n'ont pas été touchées (sauf peut-être en Chine) ; même la Californie – bien que grosse productrice de vins, fruits et légumes – ne produit ni céréales et ni oléagineux, aliments de base mondialement indispensables.

Importance stratégique des grands bassins de production agricole qui approvisionnent les marchés internationaux

Les grandes régions agricoles ne sont pas nombreuses : principalement, la plaine centrale nord-américaine, les plateaux du Brésil et de la Pampa argentine, les pays de la Mer Noire (Russie, Ukraine, Kazakhstan) ; en second rang figurent le Nord-ouest européen, l'Australie, la Thaïlande ou encore la Malaisie. Tous ces pays exportent une grande partie de leurs productions de céréales, d'oléo-protéagineux ou de sucre, et ce sont sur ces marchés internationaux que s'approvisionnent les nombreux pays déficitaires en produits de base.

Ainsi dans le cas du blé, alors que sa production annuelle mondiale est un peu inférieure à 800 millions de tonnes, le commerce international représente seulement 180 à 190 millions de tonnes (moins du quart de la production). Sur ce total, les pays de la Mer Noire fournissent 50 à 60 millions de tonnes, les États-Unis environ 25 millions, le Canada et l'Union européenne chacun 20 millions, enfin l'Argentine et l'Australie entre 10 à 20 millions mais avec de très fortes variations annuelles.

Pour les pays importateurs, il est donc important que l'offre et la demande de produits essentiels (tels le blé, le maïs ou le soja) s'équilibrent chaque année ; cela a été heureusement le plus souvent le cas, sauf en 2008.

Cependant, en 2020, alors que la pandémie de COVID 19 n'a pas perturbé la production agricole mondiale, le commerce mondial a été significativement impacté, et les prix de la plupart des produits alimentaires ont augmenté de 20 % en un an ; les experts attribuent ce phénomène aux dysfonctionnements générés par la pandémie, mais aussi aux importants achats de la Chine dont les besoins augmentent sans cesse depuis quelques années.

Dans ce contexte déjà tendu, que se passerait-il si l'un ou l'autre des grands pays exportateurs venait à faire défaut ? À n'en pas douter, il s'ensuivrait une pénurie, et donc une forte tension sur les prix. Et cette

pénurie, même relative, serait durement ressentie dans les pays déficitaires, en particulier parmi les populations les plus défavorisées dont les ressources financières sont extrêmement réduites.

Le cas particulier des blés en 2021

Le Canada assure habituellement les deux-tiers du commerce mondial de blé dur, indispensable pour la production des pâtes alimentaires. Or en 2021, la sécheresse et la canicule ont fortement pénalisé les cultures de printemps, en particulier celles de blé dur (beaucoup moins celle du blé tendre qui dans ce pays est une culture d'hiver) : les rendements de blé dur ont ainsi baissé de plus de 30 %, et en un mois les prix de marché sont passés quasi immédiatement de 335 \$ à 430 \$ par tonne.

Le plus étonnant est qu'ensuite¹ les cours du blé tendre et ceux de l'orge ont aussi augmenté. Le volume des récoltes 2021 n'était pas encore connu, mais s'annonçait plutôt faible, avec une probabilité de stocks réduits en fin de campagne : cela a suffi à inquiéter les traders et autres intervenants sur les marchés, et à fait monter les prix.

On comprend donc que la volatilité devient partout la règle sur les marchés internationaux : aussi devient-il réaliste de redouter les conséquences d'un réel effondrement de la production dans une région de grande production, après un dérèglement climatique sévère.

Un enchaînement inexorable

Dans l'hypothèse d'une production insuffisante de tout aliment de grande consommation, il faut s'attendre à une succession de problèmes impactant les producteurs comme les consommateurs, et pour ceux-ci jusqu'aux plus éloignés. Ainsi :

- 1 - Dans la région sinistrée, tous les producteurs seront évidemment touchés, avec comme conséquences des revenus annuels très réduits et même bien souvent négatifs.
- 2 - Tous les professionnels de la filière seront pénalisés par la réduction de la production : collecteurs, transformateurs et exportateurs verront leurs chiffres d'affaires considérablement amoindris.
- 3 - Partout les compagnies d'assurances se déclareront dans l'incapacité de proposer des niveaux de primes supportables par les agriculteurs, en raison des risques énormes générés par ces possibles dérèglements climatiques,
- 4 - La suite logique sera une flambée des prix sur l'ensemble des marchés internationaux, toujours très sensibles aux quantités disponibles.
- 5 - Les pays importateurs auront à faire face à d'énormes difficultés, étant face à la nécessité d'assurer à leurs populations les plus défavorisées une alimentation à des coûts raisonnables, sous peine de voir se multiplier les émeutes de la faim aux conséquences imprévisibles.
- 6 - Si ces situations se renouvellent, il faudra imaginer de multiples modifications dans le panorama géopolitique, avec des regroupements de pays aux activités complémentaires, la constitution de clientèles autour de puissances bien dotées, mais aussi des zones oubliées sauf des organismes d'aides alimentaires.

Comment garantir un minimum de sécurité des approvisionnements ?

Face à des risques de pénurie et à la grande volatilité des marchés agricoles, la première réaction des gouvernements sera de protéger les intérêts de leurs propres ressortissants.

Ainsi, la Russie n'hésiterait pas à imposer un embargo sur ses exportations de grains, comme elle l'a fait en 2010. De même, la Chine utiliserait ses énormes ressources financières pour acquérir, à n'importe quel prix, les matières premières dont elle aurait besoin.

De tels comportements, égoïstes mais logiques, seraient très dangereux : ils devraient être combattus.

Seule une organisation internationale des grands marchés agricoles serait en mesure d'éviter de tels errements, donc leurs conséquences en termes de catastrophes alimentaires.

Une telle organisation devrait à la fois anticiper l'évènement et s'efforcer d'en amoindrir les effets.

La première mesure à décider et à financer serait la constitution de stocks conséquents (à tout le moins supérieurs aux deux ou trois mois habituels) ; on pourrait ainsi réduire les risques de pénurie en cas de catastrophe agricole. Les prélèvements destinés à approvisionner les industries d'agrocarburants pourraient aussi être limités, voire suspendus lors des années de difficultés.

¹ Selon un rapport du ministère américain de l'agriculture

Il serait également indispensable d'augmenter les budgets affectés aux organisations d'aides alimentaires comme le PAM (*Programme Alimentaire Mondial*) susceptibles de venir rapidement en aide aux populations les plus défavorisées (personnes déplacées, ressortissants des camps de réfugiés, habitants des banlieues des grandes métropoles...).

Les autres marges de manœuvre des pays importateurs

La plupart des pays importateurs sont dans l'obligation de recourir aux marchés internationaux pour assurer un approvisionnement normal de leurs populations. Cependant, tous ne sont pas dans la même situation :

- Les pays pétroliers du golfe arabo-persique, la Chine, le Japon et quelques autres pays asiatiques disposent des moyens financiers pour acquérir les quantités dont ils ont besoin, quels que soient les prix à payer.
- En revanche, la plupart des autres importateurs ont des ressources financières limitées : ils risquent donc d'avoir à faire face à de très graves difficultés. C'est pourquoi, dès maintenant, ils auraient intérêt à développer leurs propres productions agricoles afin de réduire leur dépendance aux marchés. Puis dans l'urgence, il sera toujours temps de réduire les achats de produits non essentiels comme la viande.
- Certains pays (comme déjà la Côte d'Ivoire) envisagent de plafonner les prix de vente des produits alimentaires de base. Mais alors, ceci risque d'encourager des stockages spéculatifs à effets délétères !
- Pour les plus démunis, il restera à quémander les aides internationales, ou à acquérir à bas prix des céréales de qualité médiocre telles que les brisures de riz, si elles sont encore disponibles sur le marché.

Conclusion

Dans un environnement économique déjà plein d'incertitudes, les dérèglements climatiques extrêmes risquent de conduire à d'énormes difficultés d'approvisionnements alimentaires dans le monde.

Les pays riches seront évidemment à l'abri des pénuries et pourront supporter quelques hausses de prix.

En revanche il n'en sera pas de même des pays pauvres, surtout si leur alimentation est pour une part importante acquise sur les marchés internationaux : les prix y seront vite prohibitifs. Pour ceux-ci, il serait essentiel de mettre en place un système d'aides d'urgence, qui devrait être géré par un organisme international doté de moyens financiers suffisants.

André NEVEU, membre de l'Académie d'Agriculture de France

septembre 2021

Ce qu'il faut retenir :

Dans un monde où 800 millions de personnes souffrent de la faim, et face à des marchés agricoles déjà très volatiles, les dérèglements climatiques de plus en plus fréquents risquent de frapper les grandes régions agricoles qui approvisionnent habituellement les marchés internationaux.

Les conséquences seraient particulièrement graves pour les pays structurellement importateurs de produits indispensables à l'alimentation de leurs populations.

Au plan national comme international, il deviendra rapidement essentiel de prévoir des moyens pour faire face à ces éventuelles pénuries et à leurs conséquences.

Pour en savoir plus :

- Rapport du GIEC : *Impact des changements climatiques*, Août 2021
- Jean-Louis RASTOIN et Christian FERAULT : *La sécurité alimentaire mondiale*, éditions l'Harmattan, 2017
- Jared DIAMOND : *Effondrement*, Gallimard, 2006
- André NEVEU : article dans la revue " *Paysans et Société*" n° 390, novembre-décembre 2021